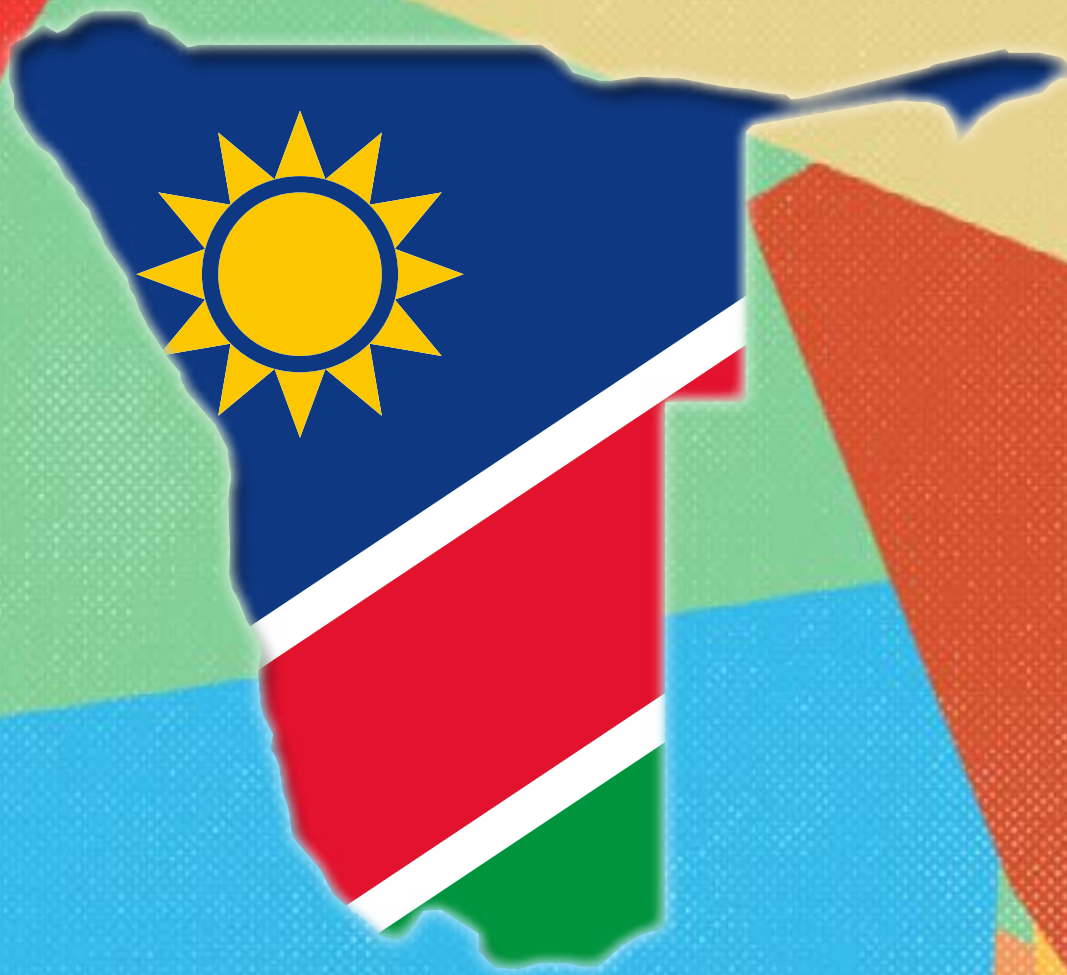


LONDA 2023

RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE



NAMBIE

Publié en avril 2024

Rapport produit par Paradigm Initiative

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous quelque forme que ce soit, à condition que les éditeurs soient dûment mentionnés et que l'œuvre soit présentée sans aucune distorsion.

Droits d'auteur © 2024 Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria
Email: media@paradigmhq.org

2

LONDA
2023
RAPPORT SUR
LES DROITS
NUMÉRIQUES
ET L'INCLUSION
EN AFRIQUE



Creative Commons Attribution 4.0 Internationale (CC BY 4.0)
ISBN: 978-978-789-359-3

CRÉDITS

Rapport de Pays:
Nashilongo Gervasius

Équipe éditoriale:
'Gbenga Sesan
Nnenna Paul-Ugochukwu
Thobekile Matimbe

Traducteur:
Paper Bag Africa

Rédacteur de copie:
Dr. Mouhamed Diop

Conception et mise en page:
Kenneth Oyeniya



Namibie

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cette recherche fournit une vue d'ensemble des droits et de l'inclusion numériques en Namibie en 2023 en adoptant une approche d'analyse politique, en passant en revue les faits marquants de 2023, en examinant les actions et les initiatives telles que documentées par les autorités compétentes et en surveillant les nouvelles et la documentation accessible au public. Le rapport fournit des recommandations spécifiques guidées par les résultats thématiques. En mettant l'accent sur l'accès universel comme thème principal, le rapport aborde également les questions spécifiques de l'accès à l'internet et des perturbations, de la liberté d'expression en ligne, de la vie privée et de la surveillance, de la désinformation sexiste, de la protection des données et de la cybersécurité, des cartes d'identité numériques, de l'inclusion numérique des personnes handicapées, du fonds de service universel ainsi que d'autres développements généraux dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) et dans les technologies émergentes en Namibie.

Introduction

L'année 2023 a été marquée par plusieurs faits marquants en matière de droits numériques et d'inclusion en Namibie. Ceci est présenté à travers un mélange d'actions réelles, d'intentions politiques et de déclarations sur diverses questions liées à la relation intersectionnelle entre la technologie et la société. La mise en œuvre complète de la partie 6 de la loi sur les communications (8 de 2009), qui traite de l'enregistrement des cartes SIM, a ouvert une boîte de Pandore qui, dans une certaine mesure, a conduit à la collecte de données biométriques, en l'absence de garde-fous juridiques.

Le Parlement namibien a adopté une loi sur l'accès à l'information (8 of 2022) et a prévu un budget spécifique louable de 10 millions de dollars (20 millions de dollars namubiens) pour créer la Commission de l'information au cours de l'exercice 2023/24. Cela a ouvert la voie à la tentative du pays de mettre pleinement en œuvre le cadre de l'accès à l'information au sein des bureaux publics. En outre, d'autres engagements ont fait surface concernant diverses questions liées à la technologie, allant de l'adoption de diverses lois et réglementations relatives à la technologie financière (fintech) à de nouvelles consultations publiques sur le projet de loi sur la protection des données et le projet de loi sur la cybercriminalité, qui devraient être promulgués en 2024.

En outre, le pays a poursuivi la mise en œuvre du système d'identité numérique et a mené d'intenses discussions sur le déploiement du réseau 5G. L'évaluation nationale du pays sur le développement de l'internet à l'aide de l'évaluation ROAM-X de l'UNESCO¹ et les dernières étapes de développement de la stratégie numérique² censées fournir des informations nationales complètes, constitue un développement bienvenu.

Tout en reconnaissant tous ces développements, la Namibie est toujours à la traîne dans la mise en œuvre du Fonds pour le service d'accès universel et doit encore s'engager de manière significative dans l'investissement et la réglementation des technologies émergentes. Des efforts supplémentaires doivent être faits sur le coût de la connectivité en Namibie, ainsi que des efforts notables pour réduire la fracture numérique, en plus de renforcer le développement du secteur des TIC par le biais d'investissements publics pour transformer l'économie namibienne.

¹ La Namibie est la première à lancer ROAM-X en Afrique australe, Windhoek Observer, juillet 2023, <https://www.observer24.com/na/namibia-first-to-launch-roam-x-in-southern-africa/>

² MICT TO DEVELOP NATIONAL DIGITAL STRATEGY, NBC NEWS, SEPTEMBER 2023, <https://nbcnews.com/node/102969>

► Analyse du pays

Accès à l'internet et perturbations

La Banque mondiale³ indique que le taux de pénétration de l'internet en Namibie est de 53 %. On estime à 1,33 million le nombre d'utilisateurs d'internet dans le pays d'ici janvier 2022.⁴ Les rapports indiquent que "pas moins de 370 000 Namibiens n'ont pas accès au réseau de connectivité 4G, en raison de la lenteur du développement de l'infrastructure du réseau".⁵ La Namibie est classée 112e sur 134 dans le 2023 Network Readiness Index⁶, parmi les indicateurs les plus faibles, le trafic internet mobile à haut débit à l'intérieur du pays à 117, la largeur de bande internet internationale à 129, ainsi que la cybersécurité à 127. Les données disponibles pour 2023 étant peu nombreuses, il est important de souligner plusieurs problèmes contribuant au faible accès à l'internet en Namibie. En tant que vaste pays à faible population, la géographie dynamique de la Namibie a été soulignée comme l'un des principaux obstacles à l'amélioration de la connectivité dans le pays⁷, ce qui a conduit à un scénario auquel "la majorité des propriétaires de téléphones mobiles namibiens n'ont pas accès à l'internet", ce qui fait que l'internet est considéré comme un luxe dans le pays.⁸

L'accès à l'internet a en outre été entravé par un manque général d'investissements publics⁹ dans le secteur des TIC. Cette situation a été soulignée comme un défi à relever pour assurer un développement adéquat du secteur. Cette question a déjà été soulignée par la Task Force présidentielle 4IR dans son évaluation comme nécessitant une attention urgente.¹⁰ Cependant, le pays s'est fixé pour objectif de faire progresser l'inclusion numérique, le ministre des TIC ayant déclaré que la Namibie s'apprêtait à fournir des vitesses de haut débit d'au moins deux mégabits par seconde (2Mbps) à 95 % de la population d'ici à 2024 pour "améliorer son infrastructure numérique et donner aux citoyens marginalisés les moyens d'agir dans un monde numérique en évolution rapide."¹¹ Le ministre a souligné l'augmentation des infrastructures 3G et LTE, la 3G couvrant 89 % de la population, tandis que la LTE est accessible à 79 % de la population. Dans le même temps, environ 25 % de la population (¹²) n'aurait pas accès à la connectivité 4G.

6

³ Individuals Using the Internet, Namibia, Banque mondiale, 2022, disponible à l'adresse <https://data.worldbank.org/indicator/IT.NET.USER.ZS?end=2021&locations=NA&start=1990&view=chart>.

⁴ Namibie, portail de données, disponible à l'adresse suivante : <https://datareportal.com/reports/digital-2022-namibia>

⁵ La Namibie abandonne la 2G et la 3G et lance une nouvelle série d'enchères sur le spectre, <https://weetracker.com/2023/02/23/namibia-next-gen-spectrum-auction/>

⁶ Namibie, Network Readiness Index 2023, disponible à l'adresse suivante : <https://download.networkreadinessindex.org/reports/countries/2023/namibia.pdf>

⁷ Namibia needs N\$300m to provide free internet, The Brief, disponible à l'adresse <https://archive.thebrief.com.na/component/k2/item/3652-namibia-needs-n-300m-to-provide-free-internet>

⁸ Internet Access is a luxury in Namibia, Erongo News, 22 décembre 2022, disponible à l'adresse <https://www.erongo.com.na/technology-ero/internet-access-still-a-luxury-in-namibia2022-12-22>.

⁹ La Namibie a besoin de 300 millions de dollars namibiens pour fournir un accès Internet gratuit, The Brief, disponible à l'adresse <https://archive.thebrief.com.na/component/k2/item/3652-namibia-needs-n-300m-to-provide-free-internet>

¹⁰ Taskforce de la quatrième révolution industrielle, rapport final, p. 13, disponible à l'adresse https://hpii.gov.na/storage/2023/04/4IRTF-Final-Report_2022-10-19_final.pdf.

¹¹ Namibia is advancing digital inclusion, Windhoek Observer, novembre 2023, disponible à l'adresse <https://www.observ-er24.com.na/namibia-is-advancing-digital-inclusion/>.

¹² 370 000 Namibiens n'ont pas accès à la 4G - The Namibian, Ground News, 2022, <https://ground.news/article/370-000-namibians-have-no-access-to-4g-the-namibian>

En outre, les services internationaux d'internet par satellite fournis par Starlink, Amazon et OneWeb ont manifesté un vif intérêt pour le marché namibien,¹³ beaucoup pensant que ces services pourraient répondre aux besoins de connectivité des Namibiens non connectés. En ce qui concerne la qualité de l'accès à l'internet, le pays s'est efforcé d'abandonner la connectivité 2G et 3G, comme il l'a annoncé lors de la prochaine vente aux enchères du spectre,¹⁴ qui se tiendra en février 2023. Cette mise à niveau, qui favorise la connectivité 4G et les générations suivantes, pourrait apprendre une nouvelle ère de connectivité internet de qualité dans le pays. Bien que l'on puisse promettre un meilleur avenir, l'état actuel de l'internet est resté largement instable au cours des deux dernières années en raison du vieillissement de l'infrastructure, notamment du câble WACS,¹⁵ qui a été fréquemment signalé comme étant la cause de perturbations constantes de l'internet.¹⁶

Cette situation, ainsi que le coût des appareils et le coût des services, sont connus pour être les principaux facteurs de hausse des prix de la connectivité en Namibie, ce qui a valu au pays d'être classé au troisième rang¹⁷ des pays les plus chers en termes de coûts de données au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), selon l'Africa Affordability Rankings, et au cinquième rang des pays africains où les coûts de l'internet sont élevés¹⁸ en Afrique australe. Les tentatives d'accueil d'un troisième acteur des télécommunications mobiles sur le marché se sont soldées par le refus de l'acteur dominant, la Mobile Telecommunications Company (MTC), de se conformer¹⁹ à la directive sur le partage des infrastructures²⁰ ce qui a poussé cet acteur à quitter le marché. Cela devient une raison majeure pour maintenir le coût de la connectivité élevé²¹ avec une utilisation mensuelle prépayée de 1GB coûtant environ N\$124.5 (USD8.3) dans le premier trimestre de 2021.

Malgré le coût des données, le secteur des technologies rapporterait des revenus élevés dans les caisses de l'État, car le gouvernement est l'actionnaire majoritaire des acteurs des TIC. Les dividendes de l'État seraient passés de 4,8 milliards de dollars namubiens en 2019 à 5,1 milliards de dollars namubiens en 2020,²² tandis qu'en 2023, la holding publique des télécommunications a déclaré des dividendes de plus de 3,1 milliards de dollars namubiens²³ sur les deux derniers exercices, 2021/22 et 2022/23. Bien que les TIC soient un acteur économique important en Namibie, aucun financement alternatif n'a été mis en place pour garantir l'accès à l'internet à ceux qui n'y ont pas accès. Outre le manque de financement et d'investissement de l'État dans

¹³ Starlink, Amazon and OneWeb eye Namibian market, The Namibian, octobre 2023, disponible à l'adresse <https://namibian.com.na/starlink-amazon-and-oneweb-eye-namibian-market/>.

¹⁴ La Namibie abandonne la 2G et la 3G et lance la vente aux enchères du spectre de prochaine génération, disponible sur le site <https://weetracker.com/2023/02/23/namibia-next-gen-spectrum-auction/>

¹⁵ Poor connectivity due to WACS and SAT-3 Fibre Break, Telecom Namibia, 8 août 2023, disponible à l'adresse <https://www.telecom.na/media-centre/732-poor-connectivity-due-to-wacs-and-sat-3-fibre-break>.

¹⁶ Telecom Namibie fait face à des interruptions de service en raison de ruptures de câbles sous-marins, Tech Africa News, 9 août 2023, <https://www.techafrikanews.com/2023/08/09/telecom-namibia-faces-service-disruptions-due-to-undersea-cable-breaks/>

¹⁷ Le coût des données de la Namibie est le troisième plus élevé de la SADC, The Namibian, juillet 2023, disponible sur <https://www2.namibian.com.na/mtc-refuses-to-budge-on-infrastructure-sharing/>

¹⁸ La Namibie occupe la cinquième place parmi les pays africains ayant un taux élevé de téléphonie mobile, Nampa, 2022, disponible à l'adresse suivante <http://www.nampapr.com.na/?p=11012>

¹⁹ MTC refuse de bouger sur le partage des infrastructures, The Namibian, juillet 2023, disponible sur <https://www2.namibian.com.na/mtc-refuses-to-budge-on-infrastructure-sharing/>

²⁰ MTC, CRAN BUTT HEADS IN COURT AGAIN, Namibian Sun, septembre 2022, disponible à l'adresse <https://www.namibiansun.com/local-news/mtc-cran-butt-heads-in-court-again-2022-09-20?fbclid=IwAR2TXJW5TUhZTvkWG38ruLfgbMExjmVWm4CIS8RS36jaSNmCMgw9d48VQg>.

²¹ L'absence de concurrence rend les données coûteuses en Namibie - CRAN, Eagle FM, juin 2022, disponible à l'adresse suivante <https://www.eaglefm.com.na/news/lack-of-competition-makes-data-expensive-in-namibia-cran/>

²² L'absence de concurrence rend les données coûteuses en Namibie - CRAN, Eagle FM, juin 2022, disponible à l'adresse suivante <https://www.eaglefm.com.na/news/lack-of-competition-makes-data-expensive-in-namibia-cran/>

²³ NAMIBIA POST & TELECOM HOLDINGS DÉCLARE UN DIVIDENDE EXTRAORDINAIRE DE 600 MILLIONS DE N\$ POUR 2023, NBC NEWS, JUIN 2023, disponible à l'adresse <https://nbcnews.com/node/101252>.

le secteur, comme indiqué précédemment, le Fonds pour l'accès et le service universel n'a jamais été opérationnel, malgré une politique²⁴ en place depuis 2012 et prévue par la partie 4 de la loi sur les communications.

Bien que certains plans aient été annoncés dans le cadre de la mise en œuvre de l'UASF en 2022,²⁵ il n'en est rien sorti et le fonds n'est toujours pas opérationnel, car les opérateurs ont refusé d'y contribuer, comme le démontrent les recours juridiques constants contre le régulateur.²⁶ Ce précédent a été établi par l'arrêt de la Cour suprême de 2018 qui a déclaré que la contribution au Fonds universel était inconstitutionnelle.²⁷ La décision de la Cour suprême a notamment statué que, compte tenu de l'absence de lignes directrices et de limites pour l'exercice du régulateur, "dans sa forme actuelle... l'article 23(2)(a) de la loi constitue l'externalisation du pouvoir législatif plénier au CRAN ...". (Le législateur a omis de se prémunir contre le risque d'un exercice inconstitutionnel d'un pouvoir discrétionnaire par le CRAN et il en résulte que l'article 23(2)(a) de la Loi est inconstitutionnel et susceptible d'être annulé, de même que le règlement contesté."

Liberté d'expression en ligne

Avec son paysage médiatique diversifié, la Namibie a toujours été reconnue comme l'un des phares de l'Afrique en matière de liberté de la presse²⁸, en tête de la liste des pays africains dans le classement de Reporters sans frontières en 2023²⁹. La liberté des médias est connue pour être florissante, les cas d'autocensure étant signalés comme fréquents dans les médias d'État.³⁰ L'internet étant devenu mobile en Namibie, la liberté d'expression en ligne est devenue un sujet de controverse³¹ pour les utilisateurs namibiens, les femmes en particulier³² ayant été exposées à la violence, au harcèlement et aux menaces en ligne.

Alors que la sécurité en ligne devient de plus en plus un défi,³³ les femmes journalistes pratiquent diverses formes d'autocensure pour se protéger dans un pays qui n'a toujours pas de législation sur le cyberharcèlement ou sur la protection des données³⁴ qui assurerait la protection des journalistes. Data Guidance³⁵ a souligné dans son analyse: "L'absence de réponse législative aux abus facilités par les technologies de communication laisse les victimes d'abus misogynes en ligne – en particulier les femmes, les journalistes, les filles, la communauté LGBT+ et d'autres groupes minoritaires – sans recours juridique adéquat.

²⁴ Universal Access and Service Policy for Information and Communications Technologies (Politique d'accès et de service universels pour les technologies de l'information et de la communication), Commission nationale de planification, disponible à l'adresse suivante : <https://www.npc.gov.na/wp-content/uploads/2022/06/Universal-Access-and-Service-Policy-for-Info-and-Comm-Technologies-May-2012.pdf>.

²⁵ Namibia starts work on Universal Internet Connectivity Access Fund, The Brief, septembre 2022, disponible à l'adresse suivante <https://archive.thebrief.com.na/index.php/component/k2/item/1713-namibia-starts-work-on-universal-internet-connectivity-access-fund>

²⁶ Mobile Telecommunications Ltd v Communications Regulatory Authority of Namibia (HC-MD-CIV-MOT-GEN-2020/00526) [2022] NAHCMD 443 (31 août 2022) <https://namiblii.org/akn/na/judgment/nahcmd/2022/443/eng@2022-08-31/source.pdf>

²⁷ CRAN v Telecom Namibia Ltd and Others (62 of 2016) 2018 NASC 18 (11 juin 2018) disponible sur <https://namiblii.org/akn/na/judgment/nahcmd/2022/443/eng@2022-08-31/source.pdf>

²⁸ <https://www.namibian.com.na/namibia-reclaims-top-spot-on-press-freedom-index-in-africa/#:~:text=Sur%20l'occasion%20du%20monde,par%20les%20Seychelles%20l'ann%20derni%20re>.

²⁹ Namibie, RSF, disponible sur <https://rsf.org/en/country/namibia>

³⁰ Namibie, Freedom House, 2022, disponible sur <https://freedomhouse.org/country/namibia/freedom-world/2023>

³¹ Namibie : Free Online Expression Still Contentious, New Era, avril 2022, disponible à l'adresse suivante <https://allafrica.com/stories/202204250590.html>

³² Namibie : Un aperçu du projet de loi sur la protection des données, novembre 2022, "Journalistic purposes to be included on the list of exclusions" <https://www.dataguidance.com/opinion/namibia-overview-draft-data-protection-bill>

³³ VIOLENCE EN LIGNE CONTRE LES FEMMES ET LES FILLES EN NAMIBIE - Évaluation de la situation du pays, chapitre Namibie de l'Internet Society, 2022, disponible à l'adresse <https://isocnamibia.org/wp-content/uploads/2022/05/Ovaw-Digital.pdf>.

³⁴ NAMIBIA, DATA PROTECTION FACTSHEET (FICHE D'INFORMATION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES) disponible à l'adresse suivante : <https://dataprotection.africa/namibia/>

³⁵ Namibie, 2022, Data Guidance disponible sur <https://www.dataguidance.com/jurisdiction/namibia>

En conséquence, plusieurs affaires de diffamation^{36,37,38} liées à la liberté d'expression en ligne ont été portées devant les tribunaux, dont beaucoup semblent décourager la liberté d'expression. La recherche universitaire³⁹ souligne la nécessité d'une politique des médias sociaux axée sur la sécurité humaine. Dans l'ensemble, le pays est considéré comme n'ayant pas de mécanismes de contrôle adéquats⁴⁰ pour créer un équilibre pour une surveillance légitime, proportionnée et nécessaire à l'ère numérique. Le pays n'a connu aucune coupure d'Internet ni aucun cas d'étranglement, bien que le gouvernement soit un actionnaire majeur des principaux fournisseurs d'accès à Internet du pays. Le gouvernement a ainsi fait preuve d'une retenue positive à l'égard d'un accès ouvert à l'internet.

Vie privée et surveillance

En Namibie, la protection de la vie privée est garantie par l'article 13 de la Constitution.⁴¹ Cependant, comme la technologie brouille les frontières de la vie privée dans un monde numérique et physique, les réglementations sur la vie privée en Namibie n'ont pas encore tenté de traiter son contexte à l'ère numérique. Des préoccupations majeures en matière de protection de la vie privée ont été soulevées au fil des ans et, plus récemment, dans le sillage de l'enregistrement obligatoire de la carte SIM,⁴² qui est entrée en vigueur par l'application de la partie 6 et du chapitre 5 de la loi sur les communications⁴³ (n° 8 de 2009). Des préoccupations spécifiques ont été soulevées concernant la collecte de données biométriques⁴⁴ par un fournisseur de réseau mobile, MTC, qui les a utilisées dans le cadre de l'enregistrement SIM.

Alors que la collecte de données biométriques a été remise en question⁴⁵ par des acteurs de la société civile et que le régulateur a ordonné son arrêt, l'opérateur a continué à défier^{46,47} la directive du régulateur jusqu'à la fin décembre 2023. La collecte de données biométriques, qui a commencé en 2022, a été considérée comme ayant profité de l'absence de réglementation en matière de protection des données personnelles dans le pays (⁴⁸) pour mettre en place des innovations commerciales connexes sans respecter, entre autres, la transparence d'utilisation pour les utilisateurs. Le système de l'opérateur, qui collecte les scans faciaux et les empreintes digitales, a été associé à "des systèmes similaires utilisés par des États autoritaires pour la surveillance biométrique de masse et la répression politique, par le suivi, le blocage et la fermeture

³⁶ Geingos v Hishoona (HC-MD-CIV-ACT-OTH- 538 of 2021) [2022] NAHCMD 48 (11 février 2022)

³⁷ Tjivikua v Tjaronda (HC-MD-CIV-MOT-GEN-2018/00369) [2019] NAHCMD 405 (14 mai 2019)

³⁸ Un avocat remporte une affaire de diffamation sur les réseaux sociaux, The Namibian, juin 2022, <https://www.namibian.com.na/lawyer-wins-social-media-libel-case/>

³⁹ Vers une stratégie pour les implications des médias sociaux sur la sécurité humaine en Namibie : Étude de cas de Windhoek

UNAM (2020) https://repository.unam.edu.na/bitstream/handle/11070/2999/shipena_2020.pdf?sequence=1&isAllowed=y

⁴⁰ Afrique du Sud, Rapport sur la liberté de la presse, MISA, (2021) <https://www.mediasupport.org/wp-content/uploads/2021/05/Revised-SAPFR-2019-2020.pdf>

⁴¹ La constitution de la Namibie est disponible à l'adresse suivante : <https://www.lac.org.na/laws/annoSTAT/Namibian%20Constitution.pdf>

⁴² La Namibie lance un processus d'enregistrement SIM obligatoire, Connecting Africa, janvier 2023, https://www.connectingafrica.com/author.asp?section_id=816&doc_id=782804

⁴³ Loi sur les communications de la République de Namibie, disponible à l'adresse suivante : <http://www.lac.org.na/laws/annoSTAT/Communications%20Act%208%20of%202009.pdf>

⁴⁴ AI, Biometrics and no protection from abuse, ACTION Namibia, 2021 disponible sur <https://action-namibia.org/ai-biometrics-and-no-protection-from-abuse/>

⁴⁵ Namibia's Biometric Verification Travesty, The Namibian, juin 2023, disponible à l'adresse <https://www.namibian.com.na/namibias-biometric-verification-travesty/>.

⁴⁶ MTC défie le CRAN, Windhoek Observer, mai 2023, disponible sur <https://www.observer24.com.na/mtc-defies-cran/>

⁴⁷ MTC défie Cran on biometrics directive, The Namibian, May 2023, disponible sur <https://namibian.com.na/mtc-defies-cran-on-biometrics-directive/>

⁴⁸ MTC défend la collecte de données biométriques d'empreintes digitales et faciales, One Africa, janvier 2023, disponible à l'adresse https://fb.watch/psTf_8Ad7D/.

des télécommunications et de l'internet de personnes et de groupes ciblés... tels systèmes ont été déployés là où les garanties de protection des données sont faibles ou inexistantes.”⁴⁹

Le manque de protection des données personnelles issues de l'enregistrement de la carte SIM, ainsi que d'autres données connexes, a été critiqué par les technologues d'intérêt public.⁵⁰

Désinformation sexué

La désinformation sexiste se poursuit en Namibie en raison de l'absence de protection des femmes contre les délits numériques. Dans une affaire de haut niveau qui a été portée devant la Haute Cour en août 2023,⁵¹ la vice-ministre des finances a poursuivi en justice un homme politique et ancien maire de la ville de Windhoek, afin d'obtenir réparation dans une affaire de désinformation sexiste, ce dernier étant accusé d'avoir utilisé des insinuations à connotation sexuelle dans ses 2021 messages sur les médias sociaux, qui, selon la vice-ministre, visaient à la diffamer. La ministre affirme que l'ancien maire a laissé entendre qu'elle était une “maman en sucre amère” dans un message publié sur Facebook, qui aurait recueilli 511 commentaires et 2 800 réactions et qui aurait été partagé 39 fois. Le message aurait créé l'idée que le vice-ministre est une “cougar” et qu'elle voulait avoir une relation sexuelle avec lui, et que lorsqu'il a refusé, elle s'est vengée en l'attaquant en justice.⁵² En outre, dans une étude universitaire⁵³ sur la violence sexiste en ligne dans les médias namibiens, Zvivita et Mare (2023) soulignent la présence d'une désinformation sexiste en alléguant que “la sécurité et le bien-être des femmes journalistes n'ont pas été épargnés.

Dans le cas des campagnes de désinformation sexiste, celles-ci conduisent souvent au silence et au repli des femmes journalistes dans la sphère privée.” Le chapitre namibien de l'Internet Society a également produit une analyse de la situation nationale de la violence en ligne parmi les femmes et les filles,⁵⁴ qui décrit des cas de désinformation sexiste, en soulignant les cas où des femmes et des journalistes de premier plan ont souffert de la désinformation sexiste.

Protection des données et cybersécurité

Le statut de la protection des données personnelles et de la protection générale dans le cyberspace a fait l'objet de tentatives de législation depuis 2013, les efforts ayant été bloqués à plusieurs reprises sans grande clarté au cours de la dernière décennie. Les derniers efforts pour assurer une protection totale des utilisateurs à l'ère numérique ont eu lieu en août 2023, lors de la dernière validation⁵⁵ du projet de loi sur la protection des données. Le projet de loi actuel est censé remédier aux vulnérabilités associées aux données et établir des lignes directrices claires pour la collecte, le traitement, la transmission, le stockage et l'utilisation des données à caractère personnel afin de favoriser la confiance dans l'ère numérique. Cependant, le projet de loi actuel n'est pas adapté à son objectif.⁵⁶ La société civile émet des réserves, notamment sur le fait qu'il “n'est pas à la hauteur des normes internationales et régionales et ne rend pas justice à l'opportunité pour la Namibie de développer une politique numérique qui corresponde à ces normes et les fasse progresser.”⁵⁷

10

⁴⁹ IA, biométrie et absence de protection contre les abus, Action Coalition, 2021 <https://action-namibia.org/ai-biometrics-and-no-protection-from-abuse/>

⁵⁰ Gouverner les données pour l'intérêt public en Namibie : A Private Sector Perspective, Mozilla, juin 2023, disponible sur <https://foundation.mozilla.org/en/blog/governing-data-for-public-interest-in-namibia-a-private-sector-perspective/>

⁵¹ Hinda-Mbuende, Amupanda lawsuit trial commences, New Era, août 2023, disponible sur <https://neweralive.na/posts/hinda-mbuende-amupanda-lawsuit-trial-commences>

⁵² AMUPANDA TARGETED HINDA-MBUENDE, ANGULA CLAIMS, NAMIBIAN SUN, OCTOBER 2023, disponible à l'adresse <https://www.namibiansun.com/justice/amupanda-targeted-hinda-mbuende-angula-claims2023-10-19>.

⁵⁴ Violence en ligne contre les femmes et les filles en Namibie - une évaluation de la situation du pays, 2022, disponible à l'adresse <https://isocnamibia.org/wp-content/uploads/2022/05/Ovaw-Digital.pdf>.

⁵⁵ Le MICT organise un atelier de validation pour renforcer le projet de loi sur la protection des données, Namibia Daily News, août 2023, disponible sur <https://namibiadailynews.info/mict-holds-validation-workshop-to-strengthen-data-protection-bill/>

⁵⁶ Projet de loi sur la protection des données : Not Fit For Purpose Key Sections Need To Be Reconsidered , IPPR, décembre 2022, <https://ippr.org.na/publication/data-protection-bill-not-fit-for-purpose/>

Entre-temps, la nécessité d'adopter le projet de loi sur la protection des données est devenue plus urgente, car différentes entités ont commencé à collecter des données biométriques⁵⁸ au hasard, en l'absence de loi. Toutefois, le statut du projet de loi, qui devrait figurer parmi les textes législatifs à adopter en 2024, est porteur d'espoir.

En outre, la Namibie a lancé⁵⁹ une stratégie nationale de cybersécurité et un plan de sensibilisation 2022-2027 en mars 2023. Ce plan, approuvé par le Cabinet en 2022, vise à protéger l'infrastructure nationale d'information critique, à éduquer et à sensibiliser, et à collaborer en matière de cybersécurité pour améliorer la sécurité des utilisateurs d'internet. Cependant, le pays ne dispose toujours pas d'une politique ou d'une stratégie particulière⁶⁰ traitant directement de la cybercriminalité, car le projet de loi sur la cybercriminalité est resté à l'état de projet sans beaucoup de progrès depuis 2014.

Il a récemment fait l'objet d'un processus de reformulation⁶¹ et devrait être présenté au Parlement⁶² en 2024. L'étude de TransUnion sur les défis de la cybercriminalité en Namibie rapporte⁶³ une augmentation de 19,5 % des tentatives présumées de fraude par achats numériques en Namibie.

Identités numériques

En 2023, le cabinet namibien a approuvé l'introduction de documents d'identité numériques,⁶⁴ dans le cadre d'un effort considéré comme "encore embryonnaire", mais qui se développe à un rythme relativement rapide grâce à l'engagement politique, au soutien de son partenaire international et à l'implication active du secteur privé.⁶⁵ Tout en progressant à cet égard, l'introduction des documents d'identité numériques (également connus sous le nom de cartes d'identité intelligentes et englobant tous les documents nationaux constitués d'une puce qui stockera les données biométriques nécessaires et uniques à chaque individu) a conduit les analystes⁶⁶ à demander que les cadres juridiques existants prévoient des mandats opérationnels et attribuent des responsabilités spécifiques aux institutions chargées de l'identité et de la gestion de l'identité.

L'opérationnalisation des cartes d'identité numériques en Namibie est due à son partenariat⁶⁷ avec l'Estonie, qui remonte à 2014. Ce partenariat s'est de plus traduit par le déploiement en Namibie du système Open-Source estonien X-Road, un cadre d'interopérabilité pour l'administration en ligne qui permet de normaliser les méthodes de transfert d'informations entre les systèmes de données des organisations du secteur privé et du secteur public.

⁵⁷ La protection des données à l'ère de la surveillance de masse - Part I, IPPR, août 2023, disponible à l'adresse suivante <https://ippr.org.na/blog/data-protection-in-the-age-of-mass-surveillance-part-1/>

⁵⁸ Récolte douteuse de données biométriques, IPPR, janvier 2023, disponible à l'adresse <https://ippr.org.na/blog/questionable-harvesting-of-biometric-data/>

⁵⁹ LE MICT LANCE UNE CAMPAGNE SUR LA CYBERSÉCURITÉ, ERONGO NEWS, AVRIL 2023, DISPONIBLE À L'ADRESSE <https://www.erongo.com.na/technology-ero/mict-launches-cybersecurity-campaign2023-04-01>

⁶⁰ Politiques/stratégie de cybercriminalité en Namibie, Conseil de l'Europe, https://www.coe.int/en/web/octopus/country-wiki-ap/-/asset_publisher/CmDb7M4RGb4Z/content/namibia/pop_up ⁶¹ Le projet de loi namibien sur la cybercriminalité est en cours de refonte, Windhoek Observer, septembre 2023, disponible à l'adresse <https://www.observer24.com.na/namibias-cybercrime-bill-undergoes-redrafting/>.

⁶² Le projet de loi sur la cybercriminalité sera présenté au Parlement l'année prochaine, New Era Newspaper, octobre 2023, disponible à l'adresse <https://neweraalive.na/posts/cyber-crime-bill-to-hit-parliament-next-year>

⁶³ Augmentation de 19,5 % des fraudes présumées liées aux achats numériques en Namibie, The Economist, novembre 2023, disponible sur <https://economist.com.na/84908/retail/19-5-increase-in-suspected-digital-shopping-fraud-attempts-in-namibia-during-the-festive-shopping-season-report/>

⁶⁴ INTRODUCTION OF CONTACTLESS MICROCHIP ID APPROVED, NBC NEWS, disponible à l'adresse <https://nbcnews.na/node/102208>

⁶⁵ Systèmes d'identification numérique en Afrique : Défis, risques et opportunités, ECDPM, <https://ecdpm.org/application/files/5517/0254/4789/Digital-ID-systems-in-Africa-ECDPM-Discussion-Paper-360-2023.pdf>

⁶⁶ Systèmes d'identification numérique en Afrique : Défis, risques et opportunités, disponible à l'adresse suivante : <https://ecdpm.org/application/files/5517/0254/4789/Digital-ID-systems-in-Africa-ECDPM-Discussion-Paper-360-2023.pdf>

⁶⁷ Interopérabilité gouvernementale en Namibie, <https://ega.ee/project/governmental-interopability-in-namibia/>

En outre, le ministère de l'Intérieur, de l'Immigration, de la Sûreté et de la Sécurité a lancé⁶⁸ une demande en ligne de passeports et de permis de travail à court terme, suite à l'introduction précédente de passeports électroniques et de visas à l'arrivée en 2018. Bien que la Namibie ait procédé à des changements pour numériser son système national de gestion de l'identification, la loi sur l'identification du pays reste obsolète et nécessite des mises à jour qui reflètent l'identification numérique et les aspects connexes. Les efforts déployés à cet égard (⁶⁹) ont seulement permis d'introduire des dispositions relatives à la collecte de données biométriques dans le cadre du processus d'inscription pour l'obtention d'une carte d'identité nationale.

Les acteurs de la société civile⁷⁰ ont appelé les autorités namibiennes à se conformer aux dispositions de la convention de Malabo afin de garantir des mécanismes de transparence et de contrôle, en déclarant que "les systèmes d'authentification de l'identité en Namibie, qui ne disposent pas de solides protections des données pour gérer la collecte et le traitement des données biométriques, manquent également de mécanismes de contrôle et de transparence appropriés et efficaces". Dans un blog, l'Institute for Public Policy and Research (IPPR) suggère qu'il serait bon pour la Namibie de permettre au public de demander des comptes à l'État et aux entreprises sur la manière dont ils traitent les données personnelles des Namibiens ordinaires.

Dans sa recherche sur les systèmes d'identification numérique en Afrique, le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECPDM)⁷¹ recommande à la Namibie de trouver des solutions innovantes pour créer une demande d'identification numérique sur son territoire le moins densément peuplé, afin que les systèmes d'identification numérique déjà coûteux restent viables sur le plan opérationnel et qu'ils intègrent les communautés rurales.

Dans le même temps, l'Autorité de surveillance des institutions financières de Namibie (NAMFISA) a également signé un accord de partenariat⁷² sur l'utilisation des cartes d'identité numériques avec Premby, fournisseur d'identité numérique et de biométrie par selfie basé au Nigéria, afin de mettre en place un bac à sable réglementaire qui renforcera l'innovation numérique pour les startups technologiques. L'accord prévoit que les partenaires maximisant les opportunités de stimuler l'innovation en construisant un cadre d'identification numérique inclusif et interopérable pour la Namibie, favorable à l'avancement de ses objectifs en matière d'économie numérique.

Inclusion numérique des personnes handicapées

Des détails explicites sur la manière dont la Namibie traite l'inclusion numérique des personnes handicapées n'ont pas été fournis, à l'exception d'une vague référence dans la politique de large bande et la mise en œuvre de 2019⁷³ articulée autour d'une approche inclusive pour un plaidoyer et une diffusion réussis et lisant : "Une diffusion appropriée de cette politique entraînera finalement le déploiement d'approches personnalisées... des enfants aux personnes moins éduquées, aux personnes handicapées." Le Conseil national du handicap a mené une consultation nationale⁷⁴ en

12

⁶⁸ Home affairs embraces e-governance...online passports, work visa applications launched, New Era, March 2023, available at <https://neweralive.na/posts/home-affairs-embraces-e-governanceonline-passports-work-visa-applications-launched>

⁶⁹ Les législateurs namibiens examinent un projet de loi visant à rationaliser l'enregistrement des faits d'état civil et à baisser l'âge d'obtention d'une carte d'identité, Biometric Update, juin 2023, disponible à l'adresse suivante : <https://ieeexplore.ieee.org/stamp/stamp.jsp?tp=&arnumber=9637356> <https://www.biometricupdate.com/202306/namibian-lawmakers-examine-bill-to-streamline-civil-registration-lower-age-for-id-cards>.

⁷⁰ Namibia's Unfolding "Identity Crisis", IPPR, décembre 2023, <https://ippr.org.na/blog/namibias-unfolding-identity-crisis/#:~:text=Ces%20concernations%20désormais%20chien%20Namibie%27s,permettent%20au%20public%20de%20maintenir>

⁷¹ À propos de nous, ECPDM, <https://ecdpm.org/about/about-us/who-we-are>

⁷² Le régulateur financier namibien s'associe à Premby pour la mise en place d'un bac à sable réglementaire pour l'identification numérique, Biometric Update, 2023 mai, disponible à l'adresse suivante

<https://www.biometricupdate.com/202305/namibias-financial-regulator-partners-with-premby-on-digital-id-regulatory-sandbox>

⁷³ National Broadband Policy for the Republic of Namibia (2018-2022) disponible sur <https://www.npc.gov.na/wp-content/uploads/2022/06/NamibiaBroadband-Policy-2018.pdf> (pg. 16).

2023 pour discuter du projet de loi sur les personnes handicapées et de la politique nationale sur le handicap établie pour la première fois en 1997.

En outre, la loi nationale sur le handicap de 2004 ne mentionne pas le traitement de l'Internet et de la numérisation comme moyen d'autonomisation de la communauté des personnes handicapées, entre autres. On ne sait pas si des consultations ont été menées avec le groupe des TIC pour traiter les questions d'inclusion numérique. Toutefois, le Fonds pour l'enfance⁷⁵ est l'une des propositions suggérées. S'il est entendu que tous les sites web du gouvernement sont normalisés pour répondre aux besoins des personnes vivant avec un handicap, les lignes directrices en la matière ne sont pas accessibles au public. Enfin, en l'absence d'un fonds pour l'accès et le service universels dans le pays, on ne sait pas quelles dispositions spéciales sont en place pour l'acquisition d'appareils liés aux TIC pour les populations scolarisées ou universitaires et d'autres équipements TIC spécialisés pour les personnes qui en ont besoin. Il semble que le coût excessif de ces équipements soit supporté par les utilisateurs handicapés.

Fonds d'accès au service universel

Avec une politique en place pour « la politique d'accès et de service universels pour les technologies de l'information et des communications »⁷⁶ et une disposition stipulant la fourniture du service universel ainsi que le Fonds de service universel en vertu du chapitre 5, partie 4 de la loi sur les communications (8 de 2009),⁷⁷ l'Universal Le Fonds de service et d'accès ne s'est jamais matérialisé en Namibie. Bien qu'il ait été initialement créé pour fonctionner sous l'autorité de l'Autorité de régulation des communications, les tentatives visant à le rendre opérationnel ont subi plusieurs revers judiciaires au fil des ans, avec un arrêt de la Cour suprême de 2018 qualifiant la perception de la taxe d'inconstitutionnelle.⁷⁸

Toutefois, les règlements publiés au journal officiel⁷⁹ qui prescrivent les dispositions relatives au Fonds de service universel par les sociétés de télécommunications prévoient des subventions pour les titulaires de licences afin de répondre aux besoins des personnes handicapées et pour les titulaires de licences dans le but de mettre des services à la disposition des organisations enregistrées et reconnues représentant les personnes handicapées. La réglementation prévoit en outre que les organisations représentant les personnes handicapées figurent parmi les personnes qualifiées pour recevoir des subventions du Fonds. Le vice-ministre des TIC a été cité sûr⁸⁰ en 2020, déclarant que le MICT travaillait avec les acteurs pour rendre opérationnel le Fonds d'accès universel à la connectivité Internet afin d'améliorer la connexion au réseau dans tout le pays, y compris pour les écoles et les cliniques, et qu'il devrait entrer en vigueur au cours de l'exercice financier 2023/24, mais à ce jour, rien n'a été fait à ce sujet.

⁷⁴ Le Conseil des personnes handicapées s'attaque à une politique dépassée, New Era, novembre 2023, disponible à l'adresse suivante : <https://neweralive.na/posts/disability-council-tackles-outdated-policy>

⁷⁵ Deuxième jour du projet de révision législative du NDCN à Rundu, NDCN, 15 novembre 2023, disponible à l'adresse <https://fb.watch/puh7u0VT8d/>

⁷⁶ Politique d'accès et de service universel pour les technologies de l'information et de la communication, Commission nationale de planification, disponible à l'adresse <https://www.npc.gov.na/wp-content/uploads/2022/06/Universal-Access-and-Service-Policy-for-Info-and-Comm-Technologies-May-2012.pdf>

⁷⁹ RÈGLEMENTS PRESCRIVANT LA FOURNITURE D'UN SERVICE UNIVERSEL PAR LES TITULAIRES DE LICENCES DE SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS : COMMUNICATIONS ACT, 2009, Government Gazette, mai 2018, <https://archive.gazettes.africa/archive/na/2018/na-government-gazette-dated-2018-05-08-no-6589.pdf>

⁸⁰ La Namibie commence à travailler sur le fonds d'accès à la connectivité Internet universelle, TheBrief, septembre 2022, disponible à l'adresse <https://archive.thebrief.com.na/index.php/component/k2/>

Évolution des TIC et des technologies émergentes

Le développement des TIC et des technologies émergentes au niveau national a été assez limité. Au fil des ans, l'écosystème des startups et de l'entrepreneuriat numérique a été stimulé par des partenaires internationaux tels que le Southern Africa Innovation Support (SAIS)⁸¹ et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)⁸² avec un certain soutien du gouvernement.

Par conséquent, les quelques petites et micro-entreprises existantes ont à peine exploité les possibilités offertes par le secteur numérique pour créer des opportunités d'emploi afin de soulager l'important secteur des jeunes chômeurs. Dans son rapport, le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) souligne que "le niveau de formation est faible dans le secteur de l'innovation en matière de TIC et que, par conséquent, les quelques entreprises numériques manquent non seulement de personnel qualifié, mais que les innovations atteignent rarement la maturité du marché et que de nombreuses start-ups échouent dans la phase de lancement."⁸³

Néanmoins, le gouvernement a récemment commencé à s'intéresser à l'entrepreneuriat numérique au niveau national par l'intermédiaire du Conseil pour la promotion des investissements,⁸⁴ récemment créé, qui travaille avec le ministère du Commerce et les ordonnances transnationales. En outre, la présence de services technologiques émergents dans les secteurs des taxis^{85,86} et de la livraison de nourriture⁸⁷ sont des indicateurs d'une certaine stimulation du développement technologique par les entreprises, d'autant plus que le pays est l'un des rares à avoir introduit un visa de nomade numérique⁸⁸ afin d'attirer des travailleurs qualifiés à distance pour travailler à partir de la Namibie. D'autres applications et utilisations de technologies émergentes, notamment l'intelligence artificielle, ont été signalées en Namibie⁸⁹ dans les secteurs de l'agriculture, du travail, de l'éducation, de l'exploitation minière et de l'industrie manufacturière.

En outre, compte tenu de l'intérêt pour le réseau 5G, la Namibie a attribué le spectre 5G aux détenteurs de licences en octobre 2023, ce qui aurait généré environ 28,55 millions de dollars namubiens, soit l'équivalent de 1,5 million de dollars américains.⁹⁰

Il n'est pas certain que ces fonds puissent être alloués à la réalisation de l'accès universel à l'inclusion numérique. Du point de vue de la Fintech, la Namibie a adopté un projet de loi sur les cryptomonnaies intitulé Namibia's Virtual Assets Act of 2023,⁹¹ qui a été adopté six ans après que le pays a interdit l'échange de monnaies virtuelles. La loi est censée se concentrer sur la protection des consommateurs et l'atténuation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et "a l'intention de le faire avec la mise en place d'une autorité de régulation qui sera chargée de superviser les fournisseurs de services d'actifs virtuels (VASP)", ont rapporté les médias.

[item/1713-namibia-starts-work-on-universal-internet-connectivity-access-fund](https://www.saisprogramme.org/item/1713-namibia-starts-work-on-universal-internet-connectivity-access-fund).

⁸¹ Soutien à l'innovation en Afrique australe, <https://saisprogramme.org>

⁸² Start-Up Namibia : améliorer l'écosystème des start-ups du pays, 2021, <https://www.giz.de/en/worldwide/77863.html>

⁸³ Centre de transformation numérique Namibie, GIZ, <https://www.bmz-digital.global/en/initiatives/digital-transformation-center-namibia/>

⁸⁴ Namibia Investment Promotion and Development Board (NIPDB), disponible à l'adresse suivante : <https://nipdb.com/2022/12/15/nipdb-launches-know2grow-nextgen-entrepreneurs-trade-fair/>

⁸⁵ La LEFA a effectué plus de 100 000 trajets à Windhoek, New Era, 2021, <https://neweralive.na/posts/lefa-completes-over-100-000-rides-in-windhoek>

⁸⁶ AB INBEV AND INDRIEVER PARTNER TO GET NAMIBIANS HOME SAFELY, ECONOMIST, MAI 2022, <https://economist.com/na/70644/community-and-culture/ab-inbev-indriver-partner-on-road-safety/>

⁸⁷ Tap-a-Meal, <https://tapameal.com.na>

⁸⁸ VISA NOMADE NUMÉRIQUE POUR LA NAMIBIE, NIPDB, <https://nipdb.com/nomadvisa/>

⁸⁹ Étude paysagère des politiques et de l'utilisation de l'IA en Afrique australe : résumé exécutif

L'UNESCO 2020, DISPONIBLE À L'ADRESSE [HTTPS://UNESDOC.UNESCO.ORG/ARK:/48223/PTF0000382651.LOCALE=FR](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/ptf0000382651.LOCALE=FR)

⁹⁰ La Namibie attribue des licences 5G à Telecom Namibia, MTC et Loc8 Mobile, Telecom Talk, octobre 2023, <https://telecom-talk.info/namibia-5g-licenses-telecom-namibia-mtc-loc8mobile/882249/#https://blockworks.co/news/namibia-new-crypto-law>

► Conclusion & Recommandations

Conclusion

Compte tenu du paysage namibien en matière de droits et d'inclusion numériques, les recommandations suivantes doivent être mises en œuvre pour créer un environnement favorable aux droits et à l'inclusion numériques.

Recommandations

- Gouvernement :**
- » Entreprendre tous les efforts concertés pour rendre opérationnel le fonds de service universel conformément aux dispositions de la loi.
 - » Organiser des engagements avec les parties prenantes afin de renforcer et d'articuler les priorités nationales dans les politiques et par le biais de la gouvernance de l'internet en Namibie.
 - » Organiser des formations pour les acteurs judiciaires et gouvernementaux sur l'inclusion numérique en tant qu'aspect des droits de l'homme, en faisant prendre conscience de la manière dont l'USF et d'autres prélèvements connexes amélioreraient l'accès des personnes au numérique et favoriseraient la réalisation des objectifs de développement nationaux et mondiaux.
 - » Trouver des solutions innovantes pour que les systèmes d'identification numérique, déjà coûteux, restent viables sur le plan opérationnel et qu'ils intègrent les communautés rurales.
 - » L'adoption du projet de loi sur la protection des données et de la loi sur la cybercriminalité démontre l'engagement du pays en faveur des droits numériques et de l'inclusion de ses citoyens, et ceux-ci doivent être soutenus par des réglementations solides qui respectent les normes régionales et internationales.
 - » Promulgation d'une politique pertinente garantissant l'inclusion numérique des personnes handicapées et des femmes.
 - » la formation et la sensibilisation à la cybersécurité et la mise en œuvre des programmes nationaux de culture numérique.
-

Secteur privé : » Contribuer au financement, à la réduction des coûts des données et à l'amélioration de l'accès à la large bande pour les communautés marginalisées.

Société civile » Collaborer avec le gouvernement pour sensibiliser aux droits numériques et à la cybersécurité et mettre en place des programmes d'alphabétisation numérique.



www.paradigmhq.org

Droit d'auteur © 2024